

LES ETATS-UNIS APRÈS L'IVRESSE D'UNE POLITIQUE DE DÉFENSE NÉO-IMPÉRIALE ET HYPER « TECHNOLOGISÉE »

QUELS ENJEUX POUR L'EUROPE ?

PAR

YVES BOYER (*)

Avec la fin programmée de l'engagement direct en Afghanistan, l'Ouest tourne la page de ses engagements militaires ouverts en 2001 et entre, enfin, dans la géopolitique du XXI^e siècle, ce que n'avaient pas manqué de faire bien avant lui les autres puissances qui comptent désormais sur l'échiquier international. Cette entrée retardée dans le nouveau siècle suscite légitimement bien des interrogations sur le tour que prendront les relations internationales et sur les conduites à tenir pour servir au mieux les intérêts des puissances occidentales. Quelle sera en effet l'architecture de la société internationale dans les décennies à venir (1) ? Où se situeront ses zones de fractures ? Quels seront les équilibres géopolitiques qui la structureront et les risques et menaces de toute nature qui pourraient amener à des ruptures et conduire à des affrontements ? L'Union européenne finira-t-elle par sortir de la crise qui la mine ? S'affirmera-t-elle comme un pôle de stabilité et d'exemplarité à l'échelle internationale ? Quelle est la nature des relations qu'elle souhaite développer avec les Etats-Unis ? Parmi ces multiples interrogations figure celle de la place et du rôle qu'adopteront les Etats-Unis sur la scène internationale au moment où le président Obama entend se concentrer sur la reconstruction interne du pays (*nation-building at home*). Question centrale pour l'Europe et la France, car les réponses apportées détermineront le sens et la portée à donner à la notion de communauté atlantique et, par là même, au cours à donner à notre politique extérieure et de sécurité dans la décennie à venir. Parmi les déterminants de l'équation américaine figure notamment la dimension stratégique et militaire, sur laquelle il convient de revenir.

(*) Professeur à l'Ecole polytechnique (France) et directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France).

(1) Cf. par exemple le rapport *Global Trends 2030 : Alternative Worlds*, National Intelligence Council, Washington, nov. 2012, disponible sur le site Internet globaltrends2030.files.wordpress.com/2012/11/global-trends-2030-november2012.pdf.

LA POLITIQUE DE DÉFENSE AMÉRICAINE ET LES ALLIÉS

Depuis « Tempête du désert » en 1990-1991, Washington n'a pas vraiment cessé d'employer ses forces armées pour servir ce qu'il estimait être la défense de ses intérêts. Certes, entre la fin de « Desert Storm » et la dernière partie de la décennie 1990, cet usage de la force n'avait alors que modérément sollicité l'armée américaine. Il s'agissait pour l'essentiel de déploiements à durée limitée, interrompus, le cas échéant, pour insuffisance de résultats, comme dans le cas de la participation américaine à l'opération « Restore Hope » en Somalie, ou sélectifs, comme le seul usage de l'aviation dans le cadre des opérations « Southern » et « Northern Watch ». Engagées avec le soutien de l'ONU, destinées à empêcher l'aviation de Saddam Hussein de franchir certaines limites au Nord et au Sud à l'intérieur même de l'Iraq, ces opérations furent menées essentiellement par les Américains, les Britanniques et, partiellement, les Français, qui s'en retirèrent.

Ce temps de pause était aussi un temps d'incertitude pour les forces armées américaines, dont le rôle, une fois réglées en Europe les questions pressantes de l'immédiat après-Guerre froide, n'était pas clairement arrêté. En 1997, deux importants rapports sur l'avenir de la politique de défense des Etats-Unis, l'un et l'autre préparés à l'initiative du Congrès, viendront apporter des réponses à ces incertitudes et, d'une certaine façon, codifieront la fonction et le rôle des forces armées pour la décennie à venir. Les attentats du 11 septembre n'en infirmeront pas l'essentiel, même s'ils introduiront de nouvelles préoccupations en matière de sécurité et définiront de nouvelles tâches assignées aux forces. La *Quadrennial Defense Review* (QDR) de mai 1997 éclairait les choix budgétaires pour les années à venir ; elle devenait la quatrième évaluation de la posture militaire des Etats-Unis depuis la fin de la Guerre froide : elle faisait en effet suite au *Base Force Plan* préparé par le général Colin Powell sous la présidence Bush, à la *Bottom-Up Review* demandée par l'administration Clinton lorsqu'elle arriva au pouvoir en 1993 et à la CORM (Commission sur les rôles et missions des forces armées) de 1995. La QDR, préparée par les différents services du Pentagone, inscrivait ses conclusions dans le droit fil des rapports précédents : des retouches mineures, de nature sémantique, aboutissaient, par exemple, au remplacement de la notion de deux « *conflits régionaux majeurs* » (MRCs) par le concept de « *deux guerres majeures de théâtre* » (MTWs), qui continuait à servir de référence pour définir l'architecture et le format des forces armées.

Echaudé par de précédents rapports du Pentagone qui l'avaient laissé sur sa faim, le Congrès avait parallèlement souhaité qu'une commission indépendante, le *National Defense Panel* (NDP) (2), se prononçât sur la teneur de la QDR une fois qu'elle serait connue. Le NDP attira l'attention,

(2) Le NDP, composé de neuf personnalités extérieures au Pentagone et dirigé par Philip Odeen, président de BDM Corporation, une des plus importantes firmes de consultants du Département de la Défense à l'époque, remit son rapport en novembre 1997.

d'une façon prémonitoire, sur deux dimensions de la sécurité jusque-là trop négligées selon lui : d'une part, la vulnérabilité du territoire américain à des risques d'attaques terroristes, avec corrélativement la question de la défense intérieure (*homeland defense*), et, d'autre part, les conséquences d'une « révolution militaire » résultant des progrès considérables des technologies de l'information, avec l'essor considérable des moyens de surveillance, de traitement des signaux, d'acquisition d'objectifs sur des espaces considérables en des temps très brefs, instaurant une dialectique nouvelle entre les « chasseurs » (*finders*) et les « chassés » (*hidiers*). C'est d'ailleurs cet ensemble de moyens intégrés qui permettra une dizaine d'années plus tard de multiplier les attaques par avions sans pilote (drones), lesquelles font l'objet, pour des raisons qui ne sont pas seulement d'ordre éthique, d'un débat au sein de l'administration américaine alors que s'amorce, début 2013, le second mandat du président Obama. Pour les forces armées, cet environnement incertain de la fin des années 1990 recelait un certain nombre de défis spécifiques, dans la mesure où l'idée était acquise que les adversaires potentiels des Etats-Unis ne les affronteraient pas nécessairement là où existaient leurs avantages comparatifs liés à des forces conventionnelles sans équivalent. Des actions « asymétriques » pouvaient, de ce fait, poser des défis sans précédent aux Américains. C'est ce qui s'est évidemment passé avec les attentats du 11 septembre, puis en Iraq après 2003 et en Afghanistan, avec la multiplication d'attaques-suicides ou au moyen d'engins explosifs improvisés (IED) conjuguée avec le développement de mouvements de guérilla.

Pour en revenir au rapport du NDP, celui-ci adoptait un point de vue résolument avant-gardiste, en soutenant l'idée, dans le droit fil des thuriféraires de la « Révolution dans les affaires militaires », qu'il convenait de s'engager dans la voie d'une « *stratégie de transformation* » de l'appareil militaire américain, avec en particulier l'augmentation des achats de matériels moins « *traditionnels* » que ceux que réclamaient les forces armées. Cette « *transformation* » allait devenir, en 2000, un des points forts du programme de défense du candidat George W. Bush et s'imposer comme le concept dominant qui allait servir à structurer l'appareil de défense américain une fois Bush élu, mais dont les limites apparaîtront rapidement face à la « petite guerre » qu'allaient lui imposer les insurgés irakiens et plus tard les Talibans. C'est la double conjonction du mirage technologiste promu par les « transformationnistes » et des réponses au défi représenté par le 11 septembre et les engagements armés qui en découleront qui allaient engager les Etats-Unis et, avec eux, leurs alliés sur des chemins dont certains menaient à des impasses, contribuant ainsi à accentuer les difficultés financières survenues par ailleurs, avec plus de 1 000 milliards de dollars dépensés pour ces deux théâtres d'opération en une décennie. Le choix « transformationniste » était inflationniste, car il reposait nécessairement sur de nouvelles dépenses militaires pour reconstruire l'appareil militaire avec des matériels dont les coûts réels s'avèreront souvent largement

sous-estimés, alors même que les réponses aux attentats du 11 septembre et la guerre d'Iraq exigeaient davantage de ressources budgétaires au profit de la Défense : c'est ainsi que, entre 2001 et 2012, le budget militaire américain aura doublé en termes réels (3). En outre, la vision « transformationniste » de la posture militaire américaine conduisit une partie de la haute hiérarchie militaire, soutenue par les responsables civils du Pentagone, tous encouragés par les industriels de l'armement, à développer l'idée selon laquelle les forces américaines allaient devenir capables de dominer n'importe quel adversaire dans n'importe quelle situation. C'est l'essence du document programmatique *Joint Vision 2020* émanant du Comité des chefs d'état-major et annonçant la « *full spectrum dominance* ».

Cette nouvelle feuille de route assignée aux forces armées américaines conduisit Washington, dans le cadre de l'Alliance atlantique, à demander une « *transformation* » adaptée des forces alliées dans le cadre de l'OTAN. Il convenait d'élaborer une « *vision opérationnelle commune* » (*a common operational vision*), de sorte qu'un fossé technologique, conceptuel et doctrinal ne se creuse pas entre les forces américaines et celles de leurs alliés européens. Ce n'était ni plus ni moins une pression très forte exercée par les Etats-Unis pour entraîner leurs partenaires dans leur sillage et sous leur leadership. Le prétexte était très proche de celui invoqué au début des années 1960 avec le nucléaire : des évolutions technologiques extraordinaires seraient en passe de modifier les règles traditionnelles de la guerre et l'Alliance ne pouvait « rater le coche » – il y a 35 ans, il s'agissait de l'arme nucléaire, au début des années 2000, c'était le couplage des moyens de surveillance, de détection (C4ISR), avec des armes de précision à longue portée. Avec la « *transformation* », l'enjeu était d'une nature similaire : pour Washington, l'OTAN ne vaudrait pour l'avenir que s'il s'assurait du contrôle et de la maîtrise de ces technologies futuristes apportées à l'Alliance. C'est en partageant ses idées nouvelles, associées à des concepts militaires précurseurs, et en fournissant à ses alliés les moyens sans lesquels une opération militaire d'envergure ne peut être désormais ni planifiée, ni structurée, ni commandée, ni déclenchée, ni conduite à son terme que Washington réaffirmait son leadership et le consolidait à partir de nouveaux mécanismes.

Corrélativement, Washington, en dénonçant le retard supposé des Européens dans certaines technologies d'application militaire, tout comme il l'avait fait avec le nucléaire en son temps, leur offrait de participer à leur effort de recherche en vue de transformer « clef en main » leurs forces armées peu ou prou sur le modèle américain (4). Attitude généreuse, qui cachait des desseins moins avoués, visant aussi à rogner les ailes d'une industrie européenne de l'armement qui pourrait voir le jour malgré les difficultés qu'elle traverse. De ce point de vue, la *saga* de l'avion F-35,

(3) « Obama's pick for defense is an ally, and a lightning rod », *New York Times*, 6 janv. 2013.

(4) Colin CLARK, « US offers to extend experimentation process to allies », *Defense News*, 16-22 nov. 1998.

à laquelle nombre d'Européens se sont ralliés, est particulièrement illustrative. En 2013, l'avion est loin d'être opérationnel. Son coût est devenu tellement prohibitif que certains pays associés, comme les Pays-Bas, en viennent à reconsidérer l'achat de cet avion si dispendieux – son prix unitaire a pratiquement doublé depuis son lancement –, qui rencontre encore de nombreux problèmes techniques non résolus (5). En fait, dès l'année 2000, des voix se faisaient entendre pour considérer que la « *transformation* » était si dévoreuse de crédits que le Congrès en viendrait à lui diminuer la part budgétaire qui lui était allouée. D'une certaine façon le 11 septembre puis les interventions en Afghanistan et en Iraq lui ont accordé un sursis.

Du côté européen, la question de la compatibilité des forces européennes avec celles des Etats-Unis, dominées par la doctrine de la maîtrise de l'information et transformées par une mutation apparentée à l'avance conceptuelle prise par l'armée allemande dans les années 1920 à 1930, semblait une affaire entendue. Elle soulevait cependant une série d'interrogations majeures. La transposition systématique en Europe des réflexions stratégiques américaines et les adaptations corrélatives aux forces européennes étaient-elles encore possibles, alors même que la plupart des pays européens diminuaient dans des proportions considérables leur budget militaire, tendance qui s'est accentuée sous la pression de la crise financière ? De plus, l'alignement sur le modèle dominant comportait une dimension industrielle, technologique et matérielle : la recherche de la compatibilité des matériels a ses raisons avouables et tout à fait légitimes d'un strict point de vue militaire, mais a toujours eu aussi une face cachée liée à la compétition industrielle entre les deux rives de l'Atlantique. Est-ce aujourd'hui une saine politique au moment où la compétition industrielle et commerciale reste extrêmement âpre ? Les ressources financières limitées des Européens leur imposent prudence et circonspection face à des idées apparemment fascinantes et reflétant une aspiration à la modernité. Ce, d'autant plus que graduellement, tant en Iraq qu'en Afghanistan, la « petite guerre » prenait par surprise ceux qui avaient oublié que la technologie ne peut pas tout. La collecte de l'information sur les insurgés a-t-elle débouché sur la réduction de l'opposition militaire adverse ?

Enfin, du côté européen, le déroulement des opérations dans le cadre de la « *transformation* » reposait sur une séquence d'opérations (*see, shape, shoot*) supposant à la fois sur une extraordinaire déconcentration des moyens de collecte du renseignement (*see*) et d'action (*shoot*) et sur une centralisation – qui n'est pas géographique mais structurelle – des moyens de « fusion » des données collectées ainsi que des représentations du champ de bataille. Cette dernière phase supposerait, d'une part, une interopérabilité des

(5) « Dutch delay F-35 purchase », *Air Forces Monthly*, janv. 2013. Le Canada pourrait également remettre en cause son intention de confirmer son achat de F-35 ; SAAB, le constructeur suédois, annonçait fin 2012 la possibilité de lui fournir 65 chasseurs-bombardiers JAS-39 *Gripen E*, maintenance incluse, pour un coût inférieur à 6 milliards de dollars, soit 3 milliards de moins que le coût d'achat actuel des F-35, auxquels il faut ajouter encore les frais d'entretien, qui sont loin d'être connus avec l'avion américain.

systèmes de commandement et de renseignement à laquelle les alliés de l'OTAN ne sont jamais parvenus et, d'autre part, la mise sur pied de ces différents systèmes, qui sont désormais hors de la portée technologique et financière de la plupart d'entre eux. L'interopérabilité proposée par les Américains ne concernait que les deux séquences « *see, shoot* », alors qu'ils ne concédaient qu'une place mineure à leurs partenaires pour la phase de montage des opérations, de définition des axes d'effort et de synchronisation des opérations destinées à frapper les centres de gravité de l'adversaire.

En outre, deux des éléments critiques de la « *transformation* » – l'attaque de précision d'objectifs lointains à partir de plates-formes situées au-delà de l'horizon et la rapidité des opérations (6) – rendaient difficile le partage des décisions et, donc, des responsabilités. Le contrôle de l'information dans le cadre d'une « guerre minute » s'accordait mal avec l'idée de partage des responsabilités. Les débats sur l'éventuelle mise en place d'une défense antimissiles dans un cadre atlantique ont également mis en évidence ce facteur essentiel, car il se situe à l'interface entre le choix politique et les capacités techniques. Enfin, même s'il y avait partage de l'information, de toute l'information, on peut raisonnablement penser que les Etats-Unis se réserveraient la possibilité d'interdire, voire de brouiller, sélectivement, des informations jugées confidentielles et réservées à leur usage propre. C'est ainsi que, dans le cadre d'une coalition, aux Etats-Unis reviendrait le rôle d'assurer la dimension stratégique et opérative du conflit (*stand-off portion of the conflict*), tandis que les alliés (OTAN, Japon, Australie, etc.) et les pays membres du Partenariat pour la paix (PPP) n'auraient qu'une maîtrise partielle de la dimension opérative de la bataille – ils concentreraient leurs ressources et leurs efforts sur la dimension tactique des opérations, en recourant aux informations et aux moyens *stand-off* des Américains, une situation, *mutatis mutandis*, proche de celle rencontrée lors de l'opération « *Unified Protector* » contre la Libye de Kadhafi.

Le dessein américain n'est pas nécessairement machiavélique : il consiste à maximiser les gains politiques d'une emprise sur les affaires militaires de l'Alliance. A cet égard, il convient de relire l'amiral Owens, dont les propos n'ont pas perdu de leur acuité vingt ans après leur rédaction (7) : « *Nous pouvons établir une nouvelle relation [avec nos alliés] qui soit fondée sur l'avantage comparatif dont disposent les Etats-Unis dans les domaines du C3I, de la surveillance et de l'acquisition de cibles et dans les armes à guidage précis. Ces outils offrent une marge de supériorité et sont attractifs*

(6) Robert LEONHARD, « Fighting by minutes : time and the art of war », Praeger, 1994, 186 p. Lors d'un séminaire organisé par l'Agence suédoise pour la Recherche de défense (FOA), un participant américain présenta un scénario d'engagement des forces américaines dans le Golfe arabo-persique repoussant une invasion iranienne du Turkménistan : les opérations se concluaient en une semaine ; elles débutaient par l'attaque simultanée (avions furtifs et missiles de croisières) de quelques centaines d'objectifs stratégiques iraniens et se concluaient par l'engagement de deux divisions américaines parachevant le travail accompli par les moyens aériens.

(7) William OWENS, « High seas. The naval passage to an unchartered world », Naval Institute Press, 1995, 184 p.

pour toutes les nations, mais ils sont très coûteux à développer ; afin d'en bénéficier sans avoir à en supporter le coût, la coopération avec les Etats-Unis devient attractive. Cela offrira aux Etats-Unis un droit de regard dans la politique de défense de nos alliés ».

Le modèle de guerre sur lequel s'est fondée la « *transformation* » reposait sur une vision d'évolutions géostratégiques anticipant le désengagement américain de certaines zones d'influence traditionnelle. Dans ces conditions, les moyens de frappes précises à longue portée ont fini par prendre une importance accrue, comme on le constate avec la multiplication des attaques ciblées par drones menées par l'administration Obama. Les Etats-Unis se concentrent désormais plus sur la projection d'effets que de forces. Cependant, c'est au moment où les Etats-Unis pensaient pouvoir mettre sur pied un instrument militaire à nul autre pareil, leur permettant d'obtenir et de pérenniser cette « *full spectrum dominance* », que le système ne va pas répondre à toutes leurs attentes, montrer ses lacunes, éloigner leurs partenaires, incapables pour la plupart de les suivre, et, finalement, se gripper sous l'effet du poids des réalités financières et géopolitiques.

RETOURNEMENT DE SITUATION

Passée l'euphorie du succès de la première phase de l'opération « *Iraqi Freedom* » – on se souvient, en mai 2003, sur le porte-avions *Abraham Lincoln*, de la déclaration du président Bush, « *mission accomplished* » –, les Etats-Unis vont toucher les limites de leurs capacités à modifier l'environnement international par l'usage combiné d'un outil militaire au mieux de ses capacités et de l'exercice du leadership d'une coalition *ad hoc* qu'ils avaient pu alors constituer mais dont la plupart des membres vont quitter le bateau.

En premier lieu, une guérilla urbaine va prendre un essor certain, mettant à profit les hésitations, les tâtonnements et les erreurs dans la conduite d'une politique de transition dans l'Iraq débarrassé de l'emprise de Saddam Hussein. Une guérilla urbaine qui utilisera des procédés asymétriques, face auxquels les Américains ne trouveront pas vraiment de parades satisfaisantes. L'enlisement en Iraq va justifier une augmentation débridée du budget militaire et l'utilisation accrue de sociétés militaires privées pour soutenir les forces déployées en nombre croissant. Ces différentes dimensions se retrouveront également, bien que dans une moindre mesure, en Afghanistan, où cependant apparaîtra un nouveau phénomène. La complexité de la situation en Afghanistan – reconstruction du pays, lutte contre un adversaire évanescent et aux multiples identités (Taliban, insurgé, trafiquant, affidé d'Al Qaïda, etc.), opacité du jeu politique interne combiné avec une corruption endémique, implication du Pakistan, notamment à travers l'action extrêmement trouble des services de renseignement – va modifier les conditions de l'engagement américain : aux côtés des acteurs traditionnels, la CIA va s'imposer et peser considérablement sur la politique afghane du

président Obama. En résumé, la période 1995-2012 va laisser les Etats-Unis dans une situation militaro-stratégique qui n'est pas sans conséquence sur leurs alliés européens.

Il convient de souligner l'essoufflement américain, avec son corollaire, le thème du déclin relatif américain face aux transformations économiques et politiques actuelles. Certes, d'un point de vue militaire, l'Amérique demeure la première puissance mondiale en termes de moyens projetables, d'avancées technologiques et de savoir-faire, mais la mobilisation du pays dans le cadre de la « guerre contre la terreur » a exercé une énorme pression sur les forces armées. Elle a épuisé l'armée de terre, dont toutes les unités ont été, à un titre ou un autre, mobilisées pour agir en Iraq ou en Afghanistan. Il a même fallu faire appel aux unités de la Garde nationale pour assurer certaines relèves. Le prix humain a été conséquent, avec, pour la période 2001-2012, 6 587 morts (dont 2 174 en Afghanistan) et 50 114 blessés, dont une part importante avec d'énormes séquelles physiques (amputation) (8). Le matériel a été soumis à de rudes contraintes, renchérissant les coûts d'entretien au détriment du rythme des modernisations attendues, alors même que les industriels continuent à promouvoir des matériels aux prix exorbitants et parfois hors de proportion avec les besoins immédiats, comme l'illustre, par exemple, le cas de l'avion de transport tactique *Osprey*, mi-avion, mi-hélicoptère (9). Les énormes sommes consacrées à assurer la sécurité des Etats-Unis dans le contexte post-11 septembre, combinées aux effets de la crise financière et économique, ont fini par laisser le goût amer d'avoir devant soi à régler, si tant est qu'il soit possible de le faire sans drame excessif, la question du déficit fédéral et du poids devenu exorbitant de la dette de l'Etat fédéral, pour le règlement de laquelle Washington devait emprunter, à la fin de 2012, plus de 31 milliards de dollars par semaine. A cela s'ajoutent l'endettement privé américain et celui des Etats, des villes et des *counties*. Etats et villes, dont les notes attribuées par les agences de notation se sont, dans certains cas, considérablement dégradées, renchérissant d'autant leur capacité à emprunter.

En second lieu, si les forces américaines ont démontré leur savoir-faire et leur capacité d'endurance et d'organisation – la réduction de la rébellion à Fallujah en novembre-décembre 2004 reste un modèle du genre dans l'exploitation de l'énorme puissance de feu américaine –, deux évolutions, dont une est indirectement liée à la « *transformation* », viennent compliquer les réflexions sur la future architecture de défense américaine et la place des forces armées.

(8) Cf. le site Internet www.defense.gov/news/casualty.pdf. Ces chiffres s'étendent jusqu'au 11 janvier 2013. Aux Etats-Unis, un vétéran se suicide toutes les 80 minutes, d'après « En revenant de guerre... », *La Médaille militaire*, déc. 2012.

(9) Elisabeth BUMILLER, « Costly aircraft suggests cuts won't be easy », *New York Times*, 19 nov. 2011.

La première résulte des progrès et des capacités offertes par les technologies de l'information mises à profit par la CIA. Cette dernière s'est affirmée comme un des bras armés au service du Président américain. Elle a ainsi démontré ses capacités dès octobre 2001, en déployant depuis la Caroline du Nord (*Harvey point*) et la Virginie (*Camp Peary*) ses propres unités, appartenant à la direction chargée des opérations, dont la mission était de tisser des relations avec l'Alliance du Nord afin de l'épauler dans sa conquête de Kaboul, puis d'indiquer à l'aviation américaine les cibles fugitives représentées par les unités talibanes de l'époque. C'est elle qui va aussi, grâce à cet ensemble de moyens satellitaires et de repérage annoncés par les rapports de la QDR 1997 et du NDP, se charger de repérer les terroristes proposés à l'élimination par des frappes de drones *Predator* et *Reapers*, télépilotés depuis les Etats-Unis, déployés pour certains au Pakistan (à partir de bases secrètes à Shamsi dans le Baloutchistan occidental, Dalbandin et Pansi le long de la côte pakistanaise, dont certaines auraient été provisoirement fermées en 2012 et dont Washington n'a jamais reconnu officiellement l'existence), frappant également au Yémen et en Somalie à partir d'une base implantée au Kenya. Les appareils de la CIA opèrent en général par paire.

L'*US Air Force* a, de son côté, utilisé des drones armés en Iraq, Afghanistan et Libye lors de l'opération « *Unified Protector* » en 2011. Cette multiplication des frappes par la CIA a été largement le fait de l'administration Obama puisque, sur les quelque 390 attaques de cette nature lancées entre 2008 et 2012, au moins 340 lui sont imputables. Cette multiplication des attaques n'est pas sans susciter des interrogations de nature tant éthique que constitutionnelle. Le directeur de la CIA nommé par Barack Obama en janvier 2013, John Brennan – depuis 25 ans à la Centrale et ancien responsable de la lutte antiterroriste à la Maison-Blanche), avait émis certaines réserves quant à un emploi excessif des moyens paramilitaires de la CIA et cherché à mieux définir les critères présidant à l'emploi des drones armés, ce qui s'accorde avec les préoccupations actuelles du Président.

L'attaque par drone armé doit-elle cependant rester l'arme ultime contre une menace pressante contre les Etats-Unis, devenir le moyen de soutenir des gouvernements alliés en s'en prenant à leurs ennemis ou bien encore empêcher des rebelles de prendre le contrôle d'un pays ou d'une zone donnée (les *Shabab* en Somalie ou les affidés d'Al Qaïda dans la zone sahélienne, notamment au Mali) ? Ce débat oppose le Pentagone et la CIA, favorables à une assez grande latitude dans l'emploi des drones armés, aux Départements d'Etat et de la Justice, beaucoup plus restrictifs dans le choix des critères présidant à l'utilisation de ces engins. Ces derniers étaient soutenus, jusque avant sa nomination à la tête de la CIA, par John Brennan. Le Président semble hésiter : s'il s'est rallié à la position de son prédécesseur selon laquelle, en guerre contre Al Qaïda, les Etats-Unis ont le droit de prendre toute mesure défensive, y compris l'élimination des membres de

cette organisation criminelle où qu'ils se trouvent, la question est devenue très sensible au début du second mandat du président Obama, dans la mesure où se pose avec plus d'acuité qu'auparavant la frappe non plus seulement contre des individus clairement identifiés – les « *personality strikes* », qui figurent sur une liste présentée au Président, lequel décide en dernier ressort de l'attaque en approuvant la liste des terroristes à supprimer et dont « les états de service » lui seraient présentés, les « *baseball cards* » –, mais d'attaques contre des cibles génériques (« *signature strikes* »), c'est-à-dire contre des groupes de suspects identifiés comme tels par la CIA. Il s'agit-là d'un sujet extraordinairement sensible, qui suscité un débat aux Etats-Unis (10). Dans l'hypothèse de l'élection du rival (malchanceux) d'Obama, Mitt Romney, l'administration avait amorcé la rédaction d'un code de conduite en la matière, qui se serait imposé au candidat républicain s'il avait été élu – certains redoutaient son caractère aventuriste. Ce projet de code reste d'actualité et l'affaire est tellement délicate que les projets sont transmis uniquement de la main à la main, avec interdiction d'utiliser Internet. Cette place significative des drones armés dans la stratégie américaine (environ 2 500 « cibles » éliminées), conjuguée aux efforts considérables des Américains pour se prémunir mais aussi pour être offensifs dans le cadre de la guerre cybernétique, modifient assez substantiellement leur approche globale de leur sécurité et de leur défense. Cela ne manquera pas d'avoir des conséquences considérables dans leur relation avec les Européens.

La seconde évolution, qui aura aussi des répercussions sur les Européens, est liée aux réductions du budget militaire américain dans les années à venir. Durant l'été 2012, le Congrès et la Maison-Blanche se sont accordés sur une baisse des dépenses du Pentagone de 450 milliards de dollars dans la décennie en cours – le budget voté en décembre 2012 par le Sénat prévoit 633 milliards de dollars pour 2013, 528 milliards pour le Pentagone *stricto sensu*, 17 milliards pour la composante nucléaire militaire du *Department of Energy* et 88,5 milliards pour l'intervention en Afghanistan. Cette baisse ne comprend pas celle qui pourrait intervenir dans le cas où le Congrès et l'exécutif se trouveraient dans l'impossibilité de s'accorder sur la question du plafonnement de la dette fédérale. Les coupes, si elles avaient lieu, toucheraient, malgré les oppositions, les forces elles-mêmes, avec vraisemblablement une réduction des effectifs, en particulier ceux de l'*US Army*. Elles seraient mises à profit pour renforcer la Marine, dont le rôle dans le Pacifique, centre des attentions politiques et économiques américaines, reste central. Elles ne devraient pas toucher le cœur de ce qui fonde la puissance militaire américaine, qui reste établie malgré certains déboires : ses capacités d'innovation. La recherche à des fins militaires est

(10) Cf. par exemple Kurt VOLKER, « What the US risks by relying on drones », *Washington Post*, 26 oct. 2012, disponible sur le site Internet.articles.washingtonpost.com/2012-10-26/opinions/35500650_1_drone-strikes-drone-attacks-guantanamo-bay.

intimement liée à l'essor des hautes technologies inventées dans des lieux devenus mythiques, comme la Silicon Valley ou la route 128 dans le Massachusetts. Actuellement, le Pentagone consacre de l'ordre de 12% de son budget à la R&D militaire (81 milliards de dollars), soit près de 55% de toute la recherche fédérale. Il abreuve de ses fonds des sociétés qui sont aussi importantes pour le Département de la Défense qu'elles le sont devenues pour le secteur des services (SAIC, *Computer Sciences Corporation*, CACI *international*, etc.) et, à ce titre, on voit mal se profiler une amputation sérieuse de ces crédits.

D'ailleurs, les hommes dont le Président a choisi de s'entourer pour le secondar dans les affaires de sécurité nationale et de défense, John Brennan à la CIA et Chuck Hagel à la tête du Pentagone, vont présider à une réduction du format des armées américaines, à leur remise en condition après plus de dix années d'engagements permanents et à la substitution partielle à l'engagement direct américain par l'emploi de drones armés, de forces spéciales – au nombre de 60 000, leur format n'est pas très éloigné de celui de l'armée de terre britannique, qui compte 82 000 hommes) et par le recours aux cyberattaques pour déstabiliser un éventuel adversaire, comme l'a d'ailleurs illustré l'emploi réussi de virus comme Flame ou Stuxnet contre le programme nucléaire iranien.

ET L'EUROPE ?

Confrontés au processus d'un repliement sans qu'il signifie un renoncement aux alliances contractées par Washington, les Européens doivent trouver un repositionnement stratégique adéquat vis-à-vis de leur grand allié, toujours présent mais plus éloigné que jamais. Ce repositionnement pose toute une série d'interrogations. Parmi ces dernières, l'une mérite une attention particulière : elle se rapporte à l'avenir de l'Alliance atlantique en fonction des intérêts globaux américains. Autrement dit se pose la question chinoise. Dès lors que la politique américaine fait de l'Asie-Pacifique sa priorité, certains milieux atlantistes poussent à la solidarité des alliés européens, qui devraient s'engager dans cette zone alors même, affirme-t-on un peu rapidement, que la Chine y ferait preuve d'un activisme effréné, avec des revendications territoriales difficilement soutenables pour certaines d'entre elles. Revient ainsi au-devant de la scène la sempiternelle antienne des milieux atlantistes anglo-saxons consistant à s'interroger sur le point de savoir, comme le demande – sans naïveté aucune – un des meilleurs commentateurs des affaires internationales du *Financial Times*, Phil Stephens : « *Why cannot Europe pivot to Asia alongside the US* » (11) ? Répondre favorablement à de tels appels ne servirait ni les intérêts européens ni la contribution de l'Europe à la paix et la stabilité

(11) A ce sujet, cf. par exemple Phil STEPHENS, « US pivot gives Europe an opportunity », *Financial Times*, 10 janv. 2013.

internationales. En effet, d'un strict point de vue militaire, les Européens ne peuvent rien ou presque rien apporter aux Américains. Leur alignement sur les Etats-Unis face à la Chine serait contraire aux ambitions politiques affichées de l'Union européenne. Il viendrait contredire le rôle qu'elle aspire à jouer sur la scène internationale, alors même que, au demeurant, elle reste un des plus grands partenaires économiques de la Chine.

A moins que le projet américain ne soit de demander aux alliés européens, avec une insistance renouvelée, de prendre leur part du fardeau de la défense en prenant en charge les affaires de sécurité en Europe et dans sa périphérie. Cette hypothèse pourrait paradoxalement contribuer à renforcer la défense européenne, toujours dans les limbes. Toutefois, l'état déplorable de nombreuses armées européennes rend cette hypothèse pour le moins aléatoire. Autrement dit, l'Europe devra sans doute clarifier sa position à l'égard du grand enjeu stratégique des années à venir, qui concerne le rôle et la place qu'elle entend jouer en Asie-Pacifique. C'est ici que prend toute l'importance de l'enjeu de la présence ou non du Royaume-Uni dans l'Union européenne. En effet, nombre de milieux britanniques se prennent à rêver de ressusciter le grand projet churchillien, en large partie avorté, de communauté des pays de langue anglaise. A rêver de recréer une alliance particulière avec Washington, qui ne le demande ni ne le souhaite (12). Un référendum en Grande-Bretagne pourrait enfin lever l'ambiguïté européenne dans laquelle se complaît Londres. Le refus de demeurer dans l'Union fait se souvenir de l'admonestation que le général de Gaulle adressait à Churchill lors d'un de leurs affrontements mémorables et dont l'enjeu était déjà la place des Etats-Unis, en janvier 1943 : « *Pour satisfaire à tout prix l'Amérique, vous épousez une cause inacceptable pour la France, inquiétante pour l'Europe et regrettable pour l'Angleterre* » (13). Cela serait en effet regrettable de voir Londres s'éloigner du Vieux Continent car, d'une façon certaine, la France a besoin – et réciproquement – du Royaume-Uni pour bâtir la défense de l'Union européenne, d'autant que, ainsi que cela a été mentionné, le président Obama entend, avec son secrétaire à la Défense Chuck Hagel, « faire reposer » l'appareil militaire américain en l'utilisant en dernier ressort et pour la défense des seuls intérêts américains.

Depuis les accords de Lancaster House de 2010 entre Paris et Londres, des progrès significatifs ont été accomplis. La France et le Royaume-Uni ont réalisé leur premier exercice naval majeur au large des côtes françaises en octobre 2012 : une douzaine de bâtiments, une quarantaine d'aéronefs ont participé à l'exercice « Corsican Lion » destiné à tester le concept de *Combined Joint Expeditionary Force* (CJEF) prévu dans le cadre de l'accord de Lancaster House afin de développer une capacité commune qui pourra

(12) A ce sujet, cf. la prise de position de Phil Gordon, *US Assistant Secretary for European Affairs*, lors d'une visite à Londres en janvier 2013 : « We want to see a strong British voice in that European Union. That is in the American interest », disponible sur le site Internet www.guardian.co.uk/world/2013/jan/09/us-warns-uk-european-union.

(13) Cité in François KERSAUDY, « Winston Churchill », Tallandier, 2009, 715 p.

être utilisée par les deux pays, par l'Europe et les Nations Unies. Celle-là pourra, dans les prochaines années, s'ouvrir à d'autres pays européens. La CJEF est conçue pour les interventions d'urgence et, si elle doit pouvoir opérer durant trois mois, elle n'a pas vocation à inscrire son action sur une longue durée. Cette force est voulue par Paris et Londres comme un outil de combat haut de gamme et réactif, capable non seulement de maîtriser une crise *via* un engagement militaire de haute intensité, comprenant, par exemple, des frappes en profondeur en territoire adverses ou un débarquement de vive force, mais aussi de mener des interventions plus nuancées, avec un rôle de dissuasion, ou encore de participer à une opération humanitaire de grande ampleur. Pour construire cette capacité binationale, un travail commun des états-majors et plusieurs grands exercices sont programmés d'ici 2016, destinés à unifier, entraîner les forces en commun et intégrer les différents moyens disponibles. Après « *Corsican Lion* », l'armée de l'air et la Royal Air Force mèneront en 2013 l'exercice « Titanium Falcon » et, en 2014, l'exercice « Rochambeau » associera les deux armées de terre. Sur le terrain, la collaboration entre Français et Britanniques progresse, comme l'a démontré « *Corsican Lion* », même si des progrès doivent être accomplis dans le domaine des systèmes d'information et de communication, avec la nécessité de créer des réseaux communs, tout en améliorant l'échange de renseignements, les Anglais étant prisonniers de leur dépendance vis-à-vis des Américains. A l'horizon 2020, Paris et Londres prévoient de pouvoir disposer d'une façon permanente d'un groupe aéronaval, grâce à la mise en service des nouveaux porte-avions britanniques. Ensemble, les forces navales françaises et britanniques représentent la quatrième flotte de combat du monde en termes de tonnage, derrière les Etats-Unis (220 bâtiments, 2,14 millions de tonnes), la Russie (236 bâtiments, 770 000 tonnes) et la Chine (423 bâtiments, 516 000 tonnes), mais sans doute la deuxième en termes qualitatifs et de savoir-faire.

Ainsi, la nouvelle donne de la politique étrangère et de défense de Washington que le président Obama entend conduire lors de son second mandat placera les Européens devant un certain nombre de dilemmes : suivre Washington dans sa politique sécuritaire de « pivot » en Asie-Pacifique sans en avoir les moyens ; éviter d'y succomber, mais veiller à maintenir l'alliance avec les Etats-Unis. Pour les Français, plus spécifiquement, il va falloir tenir compte du repli militaire américain en accélérant la mise au pied de la défense de l'Europe, sans doute en dehors des mécanismes prévus par l'UE, mais en y associant le maximum de partenaires, à commencer par les Britanniques, dont on sait par ailleurs la position chancelante pour ce qui est de leur engagement au sein de l'UE.

